

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES | TARIF DES ABONNEMENTS | ANNONCES ET AVIS DIVERS |
|---|---|--|
| Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque. | VOIE NORMALE VOIE AERIENNE Six mois Un an Six mois Un an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f. | La ligne 1.000 francs |
| Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. | Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie. Etranger : Autres Pays Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f. Par la poste : Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f | Chaque annonce répétée Moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). |
| Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs | 20.000f. 40.000f 23.000f 46.000f | Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81 |

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2017

- 27 décembre . Décret n° 2017-2306 abrogeant et remplaçant le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et Lac Rose 96

PRIMATURE

2017

- 27 décembre . Arrêté primatorial n° 22724 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique 100

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2017

- 28 décembre . Décret n° 2017-2314 portant prorogation de l'exigibilité de la carte nationale d'identité numérisée 102

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

2017

- 29 décembre . Décret n° 2017-2315 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national formant les lots A et B, sise au village de Ndieuëgne, dans la Région de Thiès, d'une superficie de 50ha 97a 09ca en vue de attribution par voie de bail et prononçant sa désaffection 102

- 29 décembre . Décret n° 2017-2316 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une superficie de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffection .. 103

PARTIE NON OFFICIELLE

- Announces 103

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 2017-2306 du 27 décembre 2017 abrogeant et remplaçant le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et Lac Rose

RAPPORT DE PRESENTATION

L'article 19 du décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose prévoit pour la superficie d'une assiette foncière supérieure à six cent mille (600.000) mètres carrés d'un programme ou projet homogène, la possibilité de segmentation en deux portions correspondant à deux tranches d'exécution.

La durée maximale des travaux sur la première portion est de quatre (4) années. Cependant, la durée d'exécution des travaux sur les deux (2) portions, quelle que soit leur consistance ou leur complexité, ne peut guère être supérieure à sept (07) années.

A la pratique, cette durée de sept années s'est révélée très courte pour des projets ou programmes de vaste envergure à réaliser sur plusieurs tranches et dont la commercialisation dans les délais de la première conditionne l'activité de l'opérateur privé pour les autres portions.

Par ailleurs, il est noté à l'article 9 qui fixe les éléments constitutifs d'une demande d'attribution de terrain une erreur matérielle relative à un mauvais renvoi d'article.

Pour rehausser la place du Comité consultatif dans le dispositif de contrôle des projets et programmes, il convient de renforcer sa composition en intégrant le Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de donner à ses délibérations valeur d'avis conformes.

C'est à cet égard que le présent projet de décret vise à abroger et remplacer le décret portant sur les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose, en raison du nombre significatif d'articles concernés par les modifications proposées.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat ;

VU la loi n° 2004-06 du 6 février 2004 portant Code des investissements ;

VU la loi n° 2008-43 du 20 août 2008 portant Code de l'Urbanisme ;

VU la loi n° 2009-23 du 08 juillet 2009 portant Code de la Construction ;

VU le décret n° 81-557 du 21 Mai 1981 portant application du Code du Domaine de l'Etat en ce qui concerne le domaine privé immobilier, modifié ;

VU le décret n° 2009-1450 du 30 décembre 2009 portant partie réglementaire du Code de l'Urbanisme ;

VU le décret n° 2013-1043 du 25 juillet 2013 déclarant d'utilité publique le nouveau Pôle de Développement Urbain de Diamniadio Nord Autoroute à péage, ordonnant l'élaboration d'un Plan d'Urbanisme de détails et prescrivant les mesures de sauvegarde ;

VU le décret n° 2014-23 du 09 janvier 2014 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;

VU le décret n° 2014-968 du 19 août 2014 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat, d'un terrain dépendant du domaine national, situé à Diamniadio, dans le département de Rufisque, formant le Pôle de Développement urbain de Diamniadio, d'une superficie d'environ 1.644 hectares et prononçant sa désaffectation ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1446 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République,

DECREE :

Chapitre premier. - Des zones d'intervention et de la qualité des intervenants

Article premier. - Les zones d'intervention de la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose sont constituées des périmètres desdits pôles.

Le périmètre de chacun des pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose comprend les terrains couverts par le décret déclaratif d'utilité publique et les terres attenantes jugées nécessaires à son extension rationnelle.

Le périmètre de chacun des pôles est organisé par un plan d'aménagement structuré par des voies et réseaux principaux, des arrondissements urbains ; ceux-ci étant divisés en quartiers abritant chacun une (01) à trois (03) unités de vie et d'activité, et des équipements structurants d'intérêt métropolitain ou national.

Art. 2. - Peuvent intervenir dans les périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose :

- les opérateurs privés ou opérateurs publics tels que des développeurs immobiliers, des constructeurs-lotisseurs, des constructeurs individuels ;

- l'Etat ;

- les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, professionnel, scientifique et technologique ou de santé et les agences d'exécution ou organismes similaires ou assimilés, réalisant un équipement public non marchand.

Art. 3. - Le développeur immobilier est, à la fois, aménageur foncier, lotisseur, au besoin, et constructeur. Il intervient à l'échelle d'un ensemble formé d'une ou de plusieurs unités de vie et d'activité, dénommé secteur d'aménagement d'une superficie globale supérieure à 75.000 mètres carrés qu'il est chargé d'aménager et d'équiper en voiries et réseaux divers desservant ses logements et équipements marchands.

Le développeur immobilier doit, dans son investissement, respecter les règles de la mixité fonctionnelle articulée au minimum sur deux fonctions économiques différentes et sur le logement.

Art. 4. - Le constructeur-lotisseur est, à la fois, un lotisseur, au besoin, et un constructeur. Il intervient à l'intérieur d'une unité de vie et d'activité, d'une superficie comprise entre 2.501 mètres carrés et 75.000 mètres carrés.

Le constructeur-lotisseur doit circonscrire son action, notamment dans les domaines du logement, de l'industrie, de l'hôtellerie, du commerce, de l'éducation, de la santé.

Art. 5. - Le constructeur individuel est l'utilisateur qui n'est ni aménageur foncier, ni lotisseur. Il intervient à l'échelle d'une seule parcelle non divisible dont la superficie est comprise entre 70 mètres carrés et 2.500 mètres carrés.

Chapitre 2. - Du Comité consultatif sur les programmes et projets

Art. 6. - Il est institué un Comité consultatif sur les programmes et projets dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose (CCP).

Le Comité est ainsi composé :

- le Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République, *Président* ;
- le Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre auprès du Président de la République, chargé du suivi du Plan Sénégal émergent ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Développement durable ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie ou son représentant, *membre* ;
- le Ministre de l'Environnement et du Développement durable ou son représentant, *membre*.

Le Comité peut entendre toutes les parties intéressées par le programme ou le projet qui lui est soumis ainsi que toute personne susceptible de l'éclairer.

Les fonctions de Rapporteur et de Secrétaire du Comité sont assurées par le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 7. - Le Comité est chargé de donner son avis sur les programmes et projets d'investissement dans les périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose présentés par des opérateurs agissant comme développeurs immobiliers ou constructeurs-lotisseurs, tels que définis aux articles 3 et 4 du présent décret.

Les projets présentés par des constructeurs individuels tels que définis à l'article 5 du présent décret ou par des organismes publics pour des équipements compris dans les îlots de lotissement sont dispensés de l'avis du Comité.

Art. 8. - Chaque dossier de programme ou de projet d'investissement soumis à l'avis du Comité doit comprendre, outre les éléments énumérés à l'article 12 du présent décret, un plan de délimitation de l'assiette foncière proposée au demandeur par le Délégué général.

Art. 9. - Le Comité se réunit au moins une fois par mois sur convocation de son Président.

Art. 10. - Le Comité se réunit valablement lorsque le quorum fixé à quatre (4) membres dont le Président est atteint. Les décisions sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas d'égalité.

Art. 11. - Les délibérations du Comité ont valeur d'avis conformes. Le procès-verbal dressé à l'issue de chaque séance est transmis au Président de la République par les soins du Président du Comité.

Chapitre 3. - De la procédure d'attribution

Art. 12. - La demande d'attribution de terrain est adressée au Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose. Sont joints à la demande :

- une note explicative et justificative détaillée ;
- un document descriptif du programme des constructions et aménagements envisagés.

Le demandeur doit, en outre, fournir des informations sur ses sources de financement et ses références techniques.

Le Délégué général transmet, pour avis, le dossier au Comité consultatif, après instruction.

Art. 13. - Si l'avis du Comité est favorable, le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose notifie un accord préalable au demandeur qui doit lui fournir, dans un délai de deux (02) mois :

- a) un état des lieux et des leviers topographiques ;
- b) les termes de référence sur l'analyse environnementale initiale, sur l'étude d'impact environnemental ou sur l'évaluation environnementale stratégique préparés par l'opérateur et validés par le ministère chargé de l'environnement ;
- c) une étude de reconnaissance géotechnique ;
- d) une étude de préfaisabilité financière ;
- e) l'avant-projet architectural et le planning prévisionnel.

Toutefois, le Délégué général peut, sur sollicitation motivée du demandeur, proroger ce délai pour une période ne pouvant excéder un (01) mois.

En cas de non-respect du délai initial, et éventuellement du délai de prorogation, le Délégué général, après information du Président du Comité consultatif, met fin à l'accord préalable et notifie la décision de retrait au demandeur défaillant.

Art. 14. - La décision attribuant un accord préalable est accompagnée d'un extrait du ou des plans de l'assiette foncière susceptible d'être attribuée au demandeur par voie de bail, concession du droit de superficie ou cession définitive.

Le terrain ne peut être attribué que si le projet est jugé satisfaisant à l'issue de l'examen du dossier fourni.

Chapitre 4. - Des Conventions et Actes

Art. 15. - Les terrains des périmètres des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose peuvent faire l'objet de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives ou d'autorisation d'occuper.

Art. 16. - Les conventions de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives sont passées entre le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose et les opérateurs privés, les opérateurs publics, les utilisateurs, l'Etat ou les autres organismes publics etc., aux clauses et conditions fixées par le présent décret.

Art. 17. - Les conventions de baux ordinaires, de baux emphytéotiques, de concessions de droit de superficie, de cessions définitives et les autorisations d'occuper déterminent les conditions ordinaires et de droit, les conditions financières et le programme de constructions, d'aménagements et d'équipement en voiries et réseaux divers comportant les cahiers des charges relatifs à ces travaux. Lesdits cahiers des charges font partie intégrante des conventions.

Art. 18. - Lorsque la superficie de l'assiette foncière d'un programme ou d'un projet homogène proposée à un développeur immobilier est supérieure à trois cent mille (300.000) mètres carrés, elle peut faire l'objet de segmentation en trois portions correspondant chacune à une tranche du programme ou projet.

La première phase est obligatoirement égale à cent mille (100.000) mètres carrés.

La portion de terrain devant recevoir la première tranche du programme ou du projet fait l'objet d'une convention de bail, de concession de droit de superficie ou de cession définitive. Les travaux sur l'assiette foncière de la première tranche doivent être réalisés sur une durée de trois (03) années à compter de la date de signature de la convention. Ce délai peut être prorogé par le Délégué général pour une durée qui ne peut excéder une (1) année, sur demande motivée du développeur immobilier.

La portion de terrain devant recevoir la deuxième tranche du programme ou du projet fait l'objet d'une convention de réservation au profit du développeur immobilier pour une durée de trois (03) années à compter, au plus tard, de la fin de la première tranche.

La portion de terrain devant recevoir la troisième tranche du programme ou du projet, fait l'objet d'une convention de réservation au profit du développeur immobilier pour une durée de six (06) années, à compter, au plus tard, de la fin de la première tranche.

Dans tous les cas, la durée maximale de travaux des trois tranches sur la totalité de l'assiette foncière ne peut excéder dix (10) années.

La convention de réservation est consentie aux conditions principales ci-après :

- obligation pour le réservataire d'assurer la sécurisation physique de l'assiette foncière réservée ;
- reversement de plein droit à la Délégation générale des parties de l'assiette foncière non mises en valeur par le réservataire à l'expiration du délai ;
- possibilité pour l'Etat et les collectivités territoriales de prendre possession des emplacements réservés aux équipements publics et compris dans l'assiette objet de la convention de réservation ;

- droit de contrôle de l'exécution des obligations imposées au réservataire par les agents de la Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose et de l'Etat habilités à cet effet.

Chapitre 5. - *Des conditions financières*

Art. 19. - Les conditions financières des conventions et des actes sont constituées :

- du loyer annuel pour les baux ordinaires et les baux emphytéotiques, du prix pour les concessions du droit de superficie ou les cessions définitives ou de la redevance pour les autorisations d'occuper ;
- du montant de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers.

Art. 20. - Le montant du loyer annuel pour les baux, les prix pour les concessions du droit de superficie et des cessions définitives, les redevances pour les autorisations d'occuper, le montant de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers et le montant de la subvention au titre des emplacements réservés aux équipements publics sont fixés par arrêté du Président de la République, sur proposition du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République.

Art. 21. - L'assiette foncière servant de base à la détermination du montant de la participation financière aux travaux de voiries et de réseaux est celle désignée dans la convention d'attribution ou de cession du terrain.

Art. 22. - Les sommes dues au titre de redevance, loyer, prix et participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers sont versées à la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 23. - L'opérateur privé réalisant un projet à caractère prédominant d'utilité publique et les établissements publics à caractère administratif, professionnel ou de santé réalisant un équipement public non marchand peuvent être dispensés du versement de la participation financière aux travaux de voiries et réseaux divers par décret, sur proposition motivée du Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 24. - Les emplacements réservés aux équipements collectifs publics non marchands dans les arrondissements ou dans les îlots de lotissement sont cédés gratuitement à l'Etat, aux collectivités territoriales ou aux établissements publics à caractère administratif ou de santé, réalisant un équipement public non marchand. Le montant de la participation financière aux travaux de voiries et de réseaux correspondante est versé par l'Etat sous forme de subvention à la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Chapitre 6. - *Dispositions transitoires et finales*

Art. 25. - Les demandeurs de terrain ayant déjà obtenu un accord préalable doivent, sous peine de déchéance, fournir les études préliminaires demandées dans ledit accord, dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

A défaut, le Délégué général à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose met fin à cet accord préalable par lettre adressée au bénéficiaire.

Art. 26. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 2015-79 du 20 janvier 2015 fixant les règles de gestion des terrains dans les Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose.

Art. 27. - Le Ministre, Directeur de Cabinet de Monsieur le Président de la République, le Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 27 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PRIMATURE

Arrêté primatural n° 22724 en date du 27 décembre 2017 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique

Chapitre premier. - *Comité de Pilotage du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'Adaptation au Changement climatique (PROGEP)*

Article premier. - Il est créé, sous l'autorité du Premier Ministre, un Comité de Pilotage chargé du suivi du processus de formulation et de mise en œuvre du Projet de Gestion des Eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP) qui est structuré autour des composantes ci-après :

- * *Composante A* : Intégration des risques climatiques dans l'aménagement et la gestion urbaine ;
- * *Composante B* : Construction et Gestion des Ouvrages de Drainage ;
- * *Composante C* : Engagement communautaire dans la Réduction des Risques d'Inondation urbaine et l'Adaptation au Changement climatique ;
- * *Composante D* : Coordination, gestion, suivi et évaluation du projet.

Art. 2. - Le Comité de Pilotage a pour missions :

- * de valider les programmes de travail et budgets annuels durant la mise en œuvre du PROGEP ;
- * d'approuver les rapports d'activités et d'exécution physique et financière et de suivi-évaluation du projet ;
- * d'examiner toute autre question relative à la mise en œuvre du projet, notamment les rapports d'audit.

Art. 3. - Le Comité de Pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- * *Président* : le Représentant du Premier Ministre ;
- * *Secrétaire* : le Directeur général de l'Agence de Développement municipal ;
- * *Autres Membres* :
 - trois représentants du Ministère chargé des Finances ;
 - le représentant du Ministère chargé de l'Intérieur ;
 - le représentant du Ministère chargé des Infrastructures ;
 - le représentant du Ministère chargé de l'Environnement ;
 - le représentant du Ministère chargé du Cadre de Vie ;

- le représentant du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement ;

- le représentant du Ministère chargé des Collectivités territoriales ;

- le représentant du Ministre chargé du Suivi du Plan Sénégal Emergent ;

- le représentant du Délégué général aux Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;

- le représentant de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal ;

- le représentant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture ;

- les Maires des villes de Dakar, de Pikine et de Guédiawaye ;

- les Maires des communes de Bargny, de Sébikotane, de Diamniadio et de Bambilor ;

- le Gouverneur de la Région de Dakar ;

- les Préfets des départements de Dakar, de Pikine, de Guédiawaye et de Rufisque.

Le Comité de Pilotage peut s'adjointre toute personne dont les compétences et l'expertise s'avèrent nécessaires.

Le Comité de Pilotage s'appuie, au niveau de Saint-Louis, sur un comité régional pour le suivi des activités relatives à la sous-composante A.3 intitulée « *Piloter des Villes durables grâce à des mesures de résilience au climat* ».

Art. 4. - Le Comité de Pilotage se réunit au moins deux (02) fois par an et à chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président. Le Secrétariat dudit comité prépare et transmet les documents de travail aux membres, au moins dix (10) jours ouvrables avant les réunions. Il élabore et diffuse les comptes-rendus des réunions.

Chapitre 2. - *Comité technique du PROGEP*

Art. 5. - Il est créé un Comité technique chargé d'assister le Comité de Pilotage dans la mise en œuvre de ses activités.

Le Comité technique a pour tâches d'assurer :

- * le suivi de la mise en œuvre des actions de sensibilisation, des visites de terrain et des sessions de partage avec les acteurs locaux ;
- * le suivi des opérations sur le terrain, et ;
- * la prise en charge de toutes tâches qui lui seront confiées par le Comité de Pilotage, dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du PROGEP.

Art. 6. - Le Comité technique est composé ainsi qu'il suit :

- * *Président* : le Directeur de l'Assainissement ;
- * *Vice-président* : le Directeur de l'Urbanisme et de l'Architecture ;
- * *Secrétaire* : le Directeur général de l'Agence de Développement municipal ;
- * *Autres membres* :
 - le représentant de la Direction des Routes ;
 - le représentant de la Direction de l'Environnement et des Établissements classés ;
 - le représentant de la Direction des Financements verts et des Partenariats ;
 - le représentant de la Direction des Eaux, Forêts et Chasses et de la Conservation des Sols ;
 - le représentant de la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers ;
 - le représentant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture ;
 - le représentant de la Direction du Cadre de Vie et des Espaces verts urbains ;
 - le représentant de la Direction de l'Aménagement et de la Restructuration des Zones d'Inondation ;
 - le représentant de la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'Occupation des Sols ;
 - le représentant de la Direction de l'Agriculture ;
 - le représentant de la Direction des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels ;
 - le représentant du Service national de l'Hygiène ;
 - le représentant de la Délégation générale aux Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose ;
 - le représentant de l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire ;
 - le représentant de l'Agence des Travaux et de Gestion des Routes ;
 - le représentant de la Sénégalaise des Eaux ;
 - le représentant de l'Unité de Coordination de la Gestion des Déchets solides ;
 - le représentant de l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux (APIX-SA) ;
 - le représentant de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal ;
 - le représentant de la Société nationale des Eaux du Sénégal ;
 - le représentant de l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics ;
 - le représentant du Projet de Construction de Logements sociaux et de Lutte contre les Bidonvilles ;
 - le représentant de l'Agence de Promotion du Réseau hydrographique national ;
 - le représentant de la Direction de Gestion et de Planification des Ressources en Eau ;

- le représentant de l'Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie ;
- le représentant du Centre de Suivi écologique ;
- le représentant du Département de Géologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ;
- le représentant du Département de Géographie de l'UCAD ;
- les Maires des villes de Dakar, de Pikine et de Guédiawaye ;
- les Maires des Communes de Bargny, de Sébikotane, de Diamniadio et de Bambilor ;
- le représentant de WETLANDS ;
- le représentant de la Communauté des Agglomérations de Dakar ;
- le représentant de la Communauté des Agglomérations de Rufisque.

Le Comité technique peut s'adoindre toute autre personne dont les compétences et l'expertise s'avèrent nécessaires.

Art. 7. - Le Comité technique se réunit à la demande du Comité de Pilotage et à chaque fois que de besoin sur convocation de son Président.

Le Secrétariat du comité technique prépare et transmet les documents de travail aux membres, au moins une semaine avant la tenue des réunions. Il élabore et diffuse les comptes-rendus des réunions auprès de ses membres et les transmet, après leur validation, au Président du Comité de Pilotage.

Art. 8. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment celles de l'arrêté n° 012131 du 02 novembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité technique du PROGEP.

Art. 9. - Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Développement, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, le Ministre de l'Education nationale, le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Ministre de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, le Ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat, le Ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires, le Ministre du Tourisme, le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, le Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, chargé du Budget, sont chargés, chacun à ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR**Décret n° 2017-2314 du 28 décembre 2017
portant prorogation de l'exigibilité de
la carte nationale d'identité numérisée**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution notamment en ses articles 43 et 76 ;

VU le Code électoral modifié ;

VU la loi n° 2016-09 du 14 mars 2016 instituant une carte d'identité biométrique CEDEAO ;

VU la loi n° 2016-27 du 19 août 2016 portant refonte partielle des listes électorales ;

VU le décret n° 2016-1401 du 05 juillet 2016 portant prorogation de l'exigibilité de la carte nationale d'identité numérisée ;

VU le décret n° 2016-1535 du 29 septembre 2016 portant application de la loi 2016-27 du 19 août 2016 portant refonte partielle des listes électorales ;

VU le décret n° 2016-1536 du 29 septembre 2016 portant application de la loi n° 2016-09 du 14 mars 2016 instituant une carte d'identité biométrique CEDEAO ;

VU le décret n° 2017-1531 du 04 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

VU le décret n° 2017-1566 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;

VU le décret n° 2017-1777 du 29 septembre 2017 portant prorogation de la validité des cartes nationales d'identité numérisées ;

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur,

DECREE :

Article premier. - L'extension de l'exigibilité des cartes nationales d'identité numérisées initialement fixée au 31 décembre 2017 est prorogée jusqu'au 30 avril 2018.

Art. 2. - Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan procèdent, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 28 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN**

Décret n° 2017-2315 en date du 29 décembre 2017 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national formant les lots A et B, sise au village de Ndiégouéne, dans la Région de Thiès, d'une superficie de 50ha 97a 09ca en vue de attribution par voie de bail et prononçant sa désaffection

Article premier. - Est prescrite l'immatriculation, au nom de l'Etat du Sénégal, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, notamment en ses articles 29, 36 et suivants fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, d'une parcelle de terrain formant les lots A et B, sise au village de Ndiégouéne, dans la région de Thiès, d'une superficie de 50ha 97a 09ca, en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2. - Est prononcée la désaffection dudit terrain.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, le requérant étant le bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 29 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

Décret n° 2017-2316 en date du 29 décembre 2017 prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une superficie de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, en vue de son attribution par voie de bail et prononçant sa désaffection

Article premier. - Est prescrite l'immatriculation, au nom de l'Etat du Sénégal, d'une parcelle de terrain dépendant du domaine national, située à Thiès Nones, d'une contenance de trois mille quatre cent dix (3.410) mètres carrés, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, notamment en ses articles 29, 36 et suivants, fixant les conditions d'application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national en vue de son attribution par voie de bail.

Art. 2: - Est prononcée sa désaffection.

Art. 3. - Aucune indemnité n'est due pour la réalisation de cette opération, le requérant étant bénéficiaire de la régularisation.

Art. 4. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 29 décembre 2017.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 30 janvier 2018 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Yenne Nditakh, Commune de Yenne consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 617 m², borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque ;

Suivant réquisition du 06 septembre 2017 n° 425

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ousmane DIOUF

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 06 février 2018 à 9 heures 30 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à NDoukhoura, Commune de Yenne consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 01ha 55a 00ca, borné de tous côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du Bureau des Domaines de Rufisque ;

Suivant réquisition du 11 octobre 2017 n° 427

Le Conservateur de la Propriété foncière,
Ousmane DIOUF

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « COLLECTIF DES HABITANTS DE KEUR MASSAMBA GUEYE PEULH ».

Objet :

- le développement harmonieux du quartier ;
- la recherche des voies et moyens pour l'adduction aux réseaux de la SDE, de la SENELEC de l'ONAS ;
- la recherche des voies et moyens pour le désenclavement et le bitumage de l'artère principal du quartier ;
- oeuvrer à la construction et exploitation des différents sites collectifs (marché, lieux de culte, poste de santé, CEM, espaces verts etc...);
- veiller à l'assainissement, à la propreté et à la sécurité du quartier ;
- promouvoir la solidarité et l'entraide entre les membres.

Siège social : Quartier Keur Massamba Guèye Peulh - Commune de Thiès - Département de Thiès

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Samba KANE, Président ;

Aboubacry KANE, Secrétaire général ;

Massy DIEDHIOU, Trésorier général.

Récépissé de déclaration d'association n° 17-223 / GRT/AA en date du 21 novembre 2017.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « ASSOCIATION DES FEMMES CITOYENNES » (SUXALI INTER)

Siège social : Bargny Inter, Chez la Présidente - Rufisque

Objet :

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer à l'émancipation sociale et à la formation civique de la population.

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

M^{mes}. Maitou SARR, Présidente ;

Safiétou DIOUF, Secrétaire générale ;

Awa Ndiaye Mbengue, Trésorière générale.

Récépissé de déclaration d'association n° 00249 / GRD/AA/BAG en date du 14 juillet 2017.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION ISLAMIQUE DE MBISSEL (ADEIM) dite « DAROU SALAM »

Objet :

- promouvoir la religion islamique à Mbissel ;
- harmoniser et développer de bonnes relations au sein de la communauté musulmane ;
- inculquer les valeurs de l'Islam à nos enfants ;
- unir les musulmans autour d'Allah.

Siège social : Mbissel Arrondissement de Fimela à Fatick

COMPOSITION DU BUREAU

Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Saliou DIOUF, Président ;

Famara Kaling, Secrétaire général ;

M^{me} Mariane FAYE, Trésorière générale.

Récépissé de déclaration d'association n° 18468 MINT.SP/DGAT/DLP/DLA-PA en date du 08 septembre 2017.

Etude de M^e Lika Bâ, *notaire*
Sacré Coeur VDN - Villa 9.436 - BP. 15.895
Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.245/NGA, appartenant à Monsieur Maodo SARR. 2-2

Etude de M^e Moussa Mbacké,
notaire à Dakar
27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la déchéance de la copie du titre foncier n° 381/GR ex. 1571/GR, appartenant à la Société Dakaroise Immobilière et d'Habitation dite S.D.I.H. 1-2

Office notarial
M^e Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, *notaire*
50, Av. Nelson Mandela Dakar BP : 3.405

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 16.414/GRD devenu le TF n° 8.622/NGA, appartenant à ce jour exclusivement à Monsieur Serigne Modou Astou MAR. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 30.216/DG devenu le TF n° 12.739/NGA, appartenant à ce jour exclusivement à Monsieur Alioune DIAITE. 1-2

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | ACTIF | AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1 | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|---|-----------------------------------|---------------|--------|-------|---------|
| | | | ETAT 2 | UMOA 3 | RM 4 | TOTAL 5 |
| A 01 | - OP TRES OP INTERBANC | | 2.511 | 1 | 1.385 | 3.897 |
| A 10 | - CAISSE..... | | 723 | | | 723 |
| A 11 | - Billets et monnaies | | 723 | | | 723 |
| A 12 | - COMP. ORDIN. DEBITEURS | | 1.788 | 1 | 1.385 | 3.174 |
| A 2A | - AUTRES COMP. DE DEPOTS DEBIT.... | | | | | |
| A 2B | - dépôts au marché monétaire | | | | | |
| A 2C | - *Adjudications périodiques | | | | | |
| A 2D | - * Adjudications exceptionnelles | | | | | |
| A 2E | - * Reprises exceptionnelles | | | | | |
| A 2F | - Avoirs bloqués rémunérés | | | | | |
| A 2G | - Avoirs bloqués non rémunérés | | | | | |
| A 2H | - Dépôts à terme constitués | | | | | |
| A 2J | - Dépôts de garnatie constitués | | | | | |
| A 3A | - COMPTES DE PRETS | | | | | |
| A 3B | - Prêts au jour le jour | | | | | |
| A 3C | - Prêts à terme | | | | | |
| A 3D | - Valeurs reçues en pension au J/J | | | | | |
| A 3G | - Valeurs reçues en pension à terme | | | | | |
| A 3K | - Valeurs achetées ferme | | | | | |
| A 3N | - Obligations cautionnées escomptées | | | | | |
| A 3R | - Crédances publiques escomptées | | | | | |
| A 50 | - VALEURS NON IMPUTEES..... | | | | | |
| A 60 | - CREANCES RATTACHEES | | | | | |
| A 70 | - CREANCES EN SOUFFRANCE | | | | | |
| A 71 | - Crédances impayées ou immobilisées..... | | | | | |
| A 72 | - Crédances douteuses ou litigieuses | | | | | |
| A 73 | - int/créances douteuses ou litigieuses | | | | | |
| B 01 | - OP AVEC LA CLIENTELE | 17.464 | 21.114 | | | 21.114 |
| B 10 | - Portefeuille d'effets commerciaux | | 271 | | | 271 |
| B 11 | - Crédits de campagne | | | | | |
| B 12 | - Crédits ordinaires | | 271 | | | 271 |
| B 2B | - AUTRES CREDITS A COURT TERME .. | | 1.390 | | | 1.390 |
| B 2C | - Crédits de campagne | | | | | |
| B 2D | - Crédits ordinaires | | 1.390 | | | 1.390 |
| B 2N | - COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS .. | | 4.207 | | | 4.207 |
| B 30 | - CREDITS A MOYEN TERME | | 4.201 | | | 4.201 |
| B 40 | - CREDIT A LONG TERME | | 662 | | | 662 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | ACTIF | AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1 | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|--|-----------------------------------|---------------|-----------|---------|------------|
| | | | ETAT 2 | UMOA 3 | RM 4 | TOTAL 5 |
| B 50 | - AFFACTURAGE | | | | | |
| B 60 | - VALEURS NON IMPUTEES | | 2 | | | 2 |
| B 65 | - CREANCES RATTACHEES | | 27 | | | 27 |
| B 70 | - CREANCES EN SOUFFRANCE | 17.464 | 10.354 | | | 10.354 |
| B 71 | - Créances impayées ou immobilisées | | 810 | | | 810 |
| B 72 | - Créances douteuses ou litigieuses | 16.154 | 9.544 | | | 9.544 |
| B 73 | - Int/ créances douteuses ou litigieuses | | | | | |
| C 01 | - OP/TITRES ET OP DIVERSES | 1.293 | 3.965 | | | 3.965 |
| C 10 | - TITRES DE PLACEMENT | | 25 | | | 25 |
| C 30 | - COMPTES DE STOCKS | | | | | |
| C 31 | - Stocks de biens meubles | | | | | |
| C 32 | - Avoirs en or-autres métaux précieux | | | | | |
| C 33 | - Autres stocks et assimilés | | | | | |
| C 40 | - DIBITEURS DIVERS | 1.293 | 3.743 | | | 3.743 |
| C 55 | - CREANCES RATTACHEES | | 2 | | | 2 |
| C 56 | - VAL. ENCAIS. CREDIT IMMEDIAT | | | | | |
| C 59 | - VALEURS A REJETER | | | | | |
| C 6A | - COMPTES D'ORDRE ET DIVERS | | 195 | | | 195 |
| C 6B | - Comptes de liaison | | | | | |
| C 6C | - Cmptes de différences de conversion | | | | | |
| C 6G | - Comptes de régularisation | | 74 | | | 74 |
| C 6N | - Divers | | 121 | | | 121 |
| D 01 | - VALEURS IMMOBILISEES | 5.144 | 2.661 | | | 2.661 |
| D 1A | - IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 69 | | | 69 |
| D 10 | - Prêts et titres subordonnés | | | | | |
| D 1B | - Parts dans les entreprises liées | | | | | |
| D 1E | - Titres de participation | | 69 | | | 69 |
| D 1H | - T. I. A. P. | | | | | |
| D 1L | - Titres d'investissement | | | | | |
| D 1R | - Dotations des succursales à l'étranger | | | | | |
| D 1S | - DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS | | 80 | | | 80 |
| D 23 | - IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | |
| D 24 | - Immobilisations incorporelles | | | | | |
| D 25 | - Immobilisations corporelles | | | | | |
| D 30 | - IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION | 5.109 | 238 | | | 238 |
| D 31 | - Immobilisations incorporelles | | 4.799 | 68 | | 68 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | ACTIF | AMORTISSEMENTS OU PROVISIONS 1 | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|--|-----------------------------------|---------------|-----------|---------|------------|
| | | | ETAT 2 | UMOA 3 | RM 4 | TOTAL 5 |
| D 36 | - Immobilisations corporelles | 310 | 170 | | | 170 |
| D 40 | - IMMOBILISATIONS HORS EXPLOIT ... | 35 | 2.274 | | | 2.274 |
| D 41 | - Immobilisations incorporelles | | | | | |
| D 45 | - Immobilisations corporelles | | | | | |
| D 46 | - Imm Incorp / réalisation de garantie | | | | | |
| D 47 | - Imm corp / réalisation de garantie | 35 | 2.274 | | | 2.274 |
| D 50 | - CREDIT-BAIL ET OP ASSIM | | | | | |
| D 51 | - Crédit-Bail | | | | | |
| D 52 | - Location avec option d'achat..... | | | | | |
| D 53 | - Location vente | | | | | |
| D 60 | - CREANCES RATTACHEES | | | | | |
| D 70 | - CREAN. EN SOUFFRAN/ CRED-BAIL .. | | | | | |
| D 71 | - Créances impayées ou immobilisées..... | | | | | |
| D 72 | - Créances douteuses ou litigieuses | | | | | |
| E 01 | - ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | | | | | |
| E 02 | - ACT. CAPITAL NON APPELE | | | | | |
| E 03 | - ACT. CAPITAL APPELE NON VERSE ... | | | | | |
| E 05 | - EXCÉDENT CHARGES/PRODUITS | | | | | |
| E 90 | - TOTAL DE L'ACTIF | 23.901 | 30.251 | 1 | 1.385 | 31.637 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|--|---------------|--------|------|---------|
| | | ETAT 1 | UMOA 2 | RM 3 | TOTAL 4 |
| F 01 | OPERATIONS DE TRESORERIE | | | | |
| | - ET OPERATIONS INTERBANCAIRES | | | | |
| F 1A | - Comptes ordinaires créditeurs | | | | |
| F 2A | - Autres comptes de dépôts créditeurs | | | | |
| F 2B | . Dépôts à terme reçus | | | | |
| F 2C | . Dépôts de garantie reçus | | | | |
| F 2D | . Autres dépôts reçus | | | | |
| F 3A | - Comptes d'emprunts | | | | |
| F 3B | . Emprunts sur le marché monétaire | | | | |
| F 3C | * Adjudications périodiques | | | | |
| F 3D | * Adjudications exceptionnelles | | | | |
| F 3E | * Emprunts au jour le jour | | | | |
| F 3F | *Emprunts à terme | | | | |
| F 3G | * Valeurs données en pension au jour le jour | | | | |
| F 3K | * Valeurs données en pension à terme | | | | |
| F 3N | . Valeurs vendues ferme | | | | |
| F 3R | . Autres emprunts | | | | |
| F 50 | - Autres sommes dues | | | | |
| F 60 | - Dettes rattachées | | | | |
| G 01 | OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 40.260 | | | 40.260 |
| G 10 | - Comptes ordinaires créditeurs | 18.480 | | | 18.480 |
| G 15 | - Dépôts à terme reçus | 18.693 | | | 18.693 |
| G 2A | - Comptes d'épargne à régime spécial | | | | |
| G 2B | . Comptes d'épargne sur livrets | | | | |
| G 2C | . Comptes d'épargne-logement | | | | |
| G 2D | . Plans d'épargne-logement | | | | |
| G 2Z | . Autres comptes d'épargne | | | | |
| G 30 | - Dépôt de garantie reçus | 1.189 | | | 1.189 |
| G 35 | - Autres dépôts | | | | |
| G 05 | - Bons de caisse | | | | |
| G 50 | - Compte d'affacturage | | | | |
| G 60 | - Emprunt à la clientèle | 273 | | | 273 |
| G 70 | - Autres sommes dues | 1.484 | | | 1.484 |
| G 90 | - Dettes rattachées | 141 | | | 832 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|--|---------------|--------|------|---------|
| | | ETAT 1 | UMOA 2 | RM 3 | TOTAL 4 |
| H 01 | OPERATIONS SUR TITRES | | | | |
| | ET OPERATIONS DIVERSES | 832 | 0 | 0 | 832 |
| H 10 | - Vers. restant à effectuer / titre de placement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 30 | - Dettes représentées par un titre | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 31 | . Obligations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 32 | . Autres titres à revenu fixe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 33 | . Billets d'affacturage | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 40 | - Créditeurs divers | 608 | 0 | 0 | 608 |
| H 50 | - Dettes rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 6A | - Comptes d'ordres et divers | 224 | 0 | 0 | 224 |
| H 6B | . Comptes de liaison | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 6C | . Comptes de différences de conversion | 0 | 0 | 0 | 0 |
| H 6G | . Comptes de régularisation | 11 | 0 | 0 | 11 |
| H 6M | . Divers | 213 | 0 | 0 | 213 |
| K 01 | VERSEMENTS A EFFECTUER | | | | |
| | SUR IMMOBILISA. FINANCIERES | 0 | 0 | 0 | 0 |
| K 10 | - Parts dans les entreprises liées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| K 20 | - Titres de participation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| K 30 | - Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 01 | PROVIS., FONDS PROPRES ET ASSIMILES | 9.455- | 0 | 0 | 9.455- |
| L 10 | - Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 20 | - Fonds affectés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 21 | . Fonds de garantie | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 22 | . Fonds d'assurance | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 23 | . Fonds de bonification | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 24 | . Autres fonds affectés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 30 | - Provisions pour risques et charges | 1.991 | 0 | 0 | 1991 |
| L 31 | . Provisions pour charges de retraite | 92 | 0 | 0 | 92 |
| L 32 | . Provisions pour exécutions d'enga/signature | 100 | 0 | 0 | 100 |
| L 33 | . Autres provisions pour risques et charges | 1.799 | 0 | 0 | 1.799 |
| L 35 | - Provisions réglementées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 36 | . Prov. crédits à moyen et long termes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 40 | - Comptes bloqués d'actionnaires | 3.000 | 0 | 0 | 3.000 |
| L 41 | - Emprunts et titres émis subordonnés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 42 | - Dettes rattachées | 1 | 0 | 0 | 1 |
| L 45 | - Fonds pour risques bancaires généraux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 50 | - Primes liées au capital | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 55 | - Réserves | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 56 | . Réserve spéciale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 57 | . Réserves réglementées | 0 | 0 | 0 | 0 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|---|---------------|-----------|----------|---------------|
| | | ETAT 1 | UMOA 2 | RM 3 | TOTAL 4 |
| L 58 | . Autres réserves | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 59 | - Ecart de réévaluation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 60 | - Capital | 10.000 | 0 | 0 | 10.000 |
| L 61 | . Capital appelé | 10.000 | 0 | 0 | 10.000 |
| L 62 | . Capital non appelé | -0 | 0 | 0 | 0 |
| L 65 | - Dotations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 70 | - Report à nouveau (+ / -) | 7.157- | 0 | 0 | 7.157- |
| L 80 | - Résultat de l'exercice (+ / -) | 17.289- | 0 | 0 | 17.289- |
| L 81 | - Bénéfice ou perte en instance d'approbation | 17.289- | 0 | 0 | 17.289- |
| L 82 | . Bénéfice ou perte de l'exercice | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 75 | - Excédent des produits sur les charges | 0 | 0 | 0 | 0 |
| L 90 | TOTAL PASSIF | 31.637 | | 0 | 31.637 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | | | |
|----------------|---|---------------|-----------|---------|------------|
| | | ETAT 1 | UMOA 2 | RM 3 | TOTAL 4 |
| | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT | | | | |
| N 1A | - en faveur d'établissements de crédit..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 1H | - Reçus des établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 1J | - En faveur de la clientèle | 376 | 0 | 0 | 376 |
| | ENGAGEMENTS DE GARANTIE | | | | |
| N 2A | - D'ordre d'établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 2H | - Reçus des établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 2J | - D'ordre de la clientèle | 1.352 | 0 | 0 | 1.352 |
| N 2M | - Reçus de la clientèle | 27.652 | 450 | 0 | 28.102 |
| | ENGAGEMENTS SUR TITRES | | | | |
| N 3A | - Titres à livrer..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3B | . Interventions à l'émission..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3C | . Marché gris | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3D | . Autres titres à livrer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3E | - Titres à recevoir | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3F | . Interventions à l'émission..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3G | . Marché gris | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 3H | . Autres titres à recevoir | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | ENGAGEMENTS SUR OPE. EN DEVISES | | | | |
| | - Opérations de change aux comptant | | | | |
| P 1A | . Francs CFA achetés non encore reçus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1B | . Devises achetées non encore reçues | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1C | . Francs CFA vendus non encore livrés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1D | . Devises vendues non encore livrées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - Prêts ou emprunts en devises | | | | |
| P 1E | . Devises prêtées non encore livrées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1F | . Devises empruntées non encore reçues | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Opérations de change à terme | | | | |
| P 1G | . Francs CFA à recevoir contre devises à livrer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1H | . Devises à recevoir contre francs CFA à livrer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1J | . Devises à recevoir contre devises à livrer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1K | . Devises à livrer contre devises à recevoir..... | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - Report / deport non couru | | | | |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | PASSIF | MONTANTS NETS | | | |
|-------------|--|---------------|--------|------|---------|
| | | ETAT 1 | UMOA 2 | RM 3 | TOTAL 4 |
| P 1L | - A recevoir | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1M | - A payer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | - Intérêts non courus en devises couverts | | | | |
| P 1R | - A recevoir | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1S | - A payer | 0 | 0 | 0 | 0 |
| P 1V | - Ajustement devises hors bilan | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | AUTRES ENGAGEMENTS | | | | |
| Q 1A | - Engagements donnés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1B | - Engagements reçus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | OPER. EFFEC. POUR CPTE DE TIERS | | | | |
| Q 1C | - Valeurs à l'encaissement non disponibles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1F | - Comptes exigibles après encaissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1J | - Engagements consortiaux de financement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1K | - Engagements consortiaux de garantie | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1L | - Crédits consortiaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1M | - Crédits distribués pour le compte de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Q 1N | - Titres clientèle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N 90 | ENGAGEMENTS DOUTEUX | 203 | 0 | 0 | 203 |

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODES POSTE | ACTIF | MONTANTS NETS | | CODES POSTE | PASSIF | MONTANTSNETS | |
|-------------|--|---------------|---------------|-------------|---|---------------|----------------|
| | | Exercice N-1 | Exercice N | | | Exercice N-1 | Exercice N |
| A 10 | CAISSE | 1.227 | 723 | F 02 | DETTES INTERBANCAIRES | 1.274 | 0 |
| A 02 | CREANCES INTERBANCAIRES | 3.617 | 3.174 | F 03 | - Dettes interbancaires à vue | 96 | 0 |
| A03 | - Créances interbancaires à vue .. | 2.617 | 3.174 | F 05 | - Trésor public, CCP | 0 | 0 |
| A04 | - Banques centrales | 1.295 | 1.765 | F 07 | - Autres établissements de crédit | 96 | 0 |
| A05 | - Trésor public, CCP | 0 | 0 | F 08 | - Dettes interbancaires à terme | 1.178 | |
| A 07 | - Autres établissements de crédit | 1.322 | 1.409 | G02 | DETTESEL'EGARDDELACLIEN | 33.693 | 40.119 |
| A 08 | - Créances interbancaires à terme | 1.000 | 0 | G 03 | - Compte d'épargne à vue | 0 | 0 |
| B 02 | CREANCES SUR LA CLIENT | 24.582 | 21.085 | G 04 | - Compte d'épargne à terme | 0 | 0 |
| B 10 | - Portefeuille d'effets commerciaux | 1.177 | 271 | G 05 | - Bons de caisse | 0 | 0 |
| B 11 | - Crédits de campagne | 0 | 0 | G 06 | - Autres dettes à vue | 22.391 | 19.964 |
| B 12 | - Crédits ordinaires | 1.177 | 271 | G 07 | - Autres dettes à terme | 11.302 | 20.155 |
| B 2A | - Autres concours à la clientèle ... | 21.284 | 16.607 | H 30 | DETTESEREPRES.PAR UNTITRE0 | 0 | |
| B 2C | - Crédits de campagne | 0 | 0 | H 35 | AUTRES PASSIFS | 3.488 | 3.749 |
| B 2G | - Crédits ordinaires | 21.284 | 16.607 | H 6A | COMPTE S D'ORDRE ET DIVERS | 116 | 224 |
| B 2N | - Comptes ordinaires débiteurs ... | 1.685 | 4.207 | L 30 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 560 | 1.991 |
| B 50 | - Affacturage | 436 | 0 | L 35 | PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| C 10 | TITRES DE PLACEMENT | 49 | 25 | L 41 | EMPRUNTS ET TITRES | | |
| D 1A | IMMOBILISA. FINANCIERES | 69 | 69 | L 10 | EMIS SUBORDONNES | 0 | 0 |
| D 50 | CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES | 0 | 0 | L 20 | SUBVENTIONS D'INVESTIS. | 0 | 0 |
| D 20 | IMMOBILI. INCORPORELLES | 4.075 | 68 | L 45 | FONDS AFFECTES | 0 | 0 |
| D 22 | IMMOBILI. CORPORELLES ... | 1.799 | 2.444 | L 66 | FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX | 0 | 0 |
| E 01 | ACTIONNAIRES OU ASSOCIES | | | L 50 | CAPITAL OU DOTATION | 10.000 | 10.000 |
| C 20 | Autres actifs | 6.297 | 3.894 | L 55 | PRIMES LIEES AU CAPITAL .. | 0 | 0 |
| C 6 A | COMPTE S D'ORDRE | 259 | 155 | L 59 | RESERVES | 0 | 0 |
| | ET DIVERS | | | L 70 | ECARTS DE REEVALUATION | 0 | 0 |
| | | | | L 80 | REPORT A NOUVEAU (+/-) | 6.955- | 7.157- |
| E 90 | TOTAL de l' ACTIF | 41.974 | 31.637 | L90 | TOTAL du PASSIF | 202- | 17.289- |
| | | | | | | 41.974 | 31.637 |

ENGAGEMENTS DONNES HORS - BILAN**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

N 1A En faveur d'établissements de crédit

0 0

N 1J En faveur de la clientèle

575 376

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2 A D'ordre d'établissements de crédit

0

N 2 J D'ordre de la clientèle

3.024 1.352

N 3 A Titres à livrer

0 0

ENGAGEMENTS RECUS**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

N 1H Reçus d'établissements de crédit

0 0

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

N 2H Reçus d'établissements de crédit

0 0

N 2M Reçus de la clientèle

28.479 28.102

N 3E TITRES A RECEVOIR

0 0

**BANQUE DES INSTITUTIONS MUTUALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(BIMAO)**
SITUATION COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2016

| CODE POSTE | CHARGES | MONTANTS NETS | | CODES POSTE | PRODUITS | MONTANTS NETS | |
|-------------|---|---------------|---------------|-------------|--|---------------|---------------|
| | | N-1 | | | | N-1 | N |
| R 01 | INTERETS ET CHARGES ASSI. | 1.045 | 1.213 | V 01 | INTERETS ET PRODUITS ASSI. | 1.441 | 2.066 |
| R 03 | - Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires | 275 | 132 | V 03 | - Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires | 58 | 39 |
| R 04 | - Intérêts et charges assimilés sur dettes à l'égard de la clientèle | 770 | 1.081 | V 04 | - Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle | 1.353 | 2.000 |
| R 4D | - Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre | 0 | 0 | V 51 | - Produits et profits sur prêts et titres subordonnés | 0 | 0 |
| R 5Y | - Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis sur la subor. | 0 | 0 | V 5F | - Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre | 0 | 0 |
| R 05 | - Autres intérêts et charges assim. | 0 | 0 | V 05 | - Autres intérêts et charges assi ... | 30 | 27 |
| R 5E | CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES0 | 0 | | V 5G | PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES0 | 0 | |
| R 06 | COMMISSIONS | 6 | 5 | V 06COM | MISSIONS | 477 | 527 |
| R 4A | CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES | 140 | 153 | V 4A | - Produits sur opérations financières | 748 | 813 |
| R 4C | -Charges sur titres de placement . | 0 | 0 | V 4C | - Produits sur titres de placement | 4 | 3 |
| R 6A | - Charges sur opérations de change | 140 | 153 | V 4Z | - Dividendes et produits assimilés | 0 | 0 |
| R 6U | CHARGES DIVERSES D'EXPLOIT. BANCAIRE | 0 | 0 | V 6A | - Produits sur opérations de change | 660 | 732 |
| R 8G | ACHATS DE MARCHANDISES0 | 0 | | V 6F | - Produits sur opérations de hors bilan | 84 | 78 |
| R 8J | STOCKS VENDUS | 0 | 0 | V 6T | PRODUITS DIVERS D'EXPLOIT. BANCAIRE | 2 | 3 |
| R 8L | VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES | 0 | 0 | V8B | MARGES COMMERCIALES ... | 0 | 0 |
| S 01 | FRAIS GENERAUX D'EXPLOI. | 1.874 | 1.931 | V 8C | VENTES DE MARCHANDISES | 0 | |
| S 02 | - Frais de personnel | 752 | 847 | V 8D | VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES | 0 | 0 |
| S 05 | - Autres frais généraux | 1.122 | 1.084 | W 4R | PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION | 0 | |
| T 51 | DOTATIONS AUX AMORTIS .. ET AUX PROVISIONS SUR.... IMMOBILISATIONS | 190 | 4.155 | X 51 | REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS | 0 | 43 |
| T 6A | SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN | 0 | 13.268 | X-6A | SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREAN. ET DU HORS BILAN | 446 | 0 |
| T 01 | EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES | 0 | 0 | X 01 | EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENER | 0 | 0 |
| T 80 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 69 | 14 | X 80 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 37 | 19 |
| T 81 | PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 55 | 19 | X 81 | PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS | 31 | 3 |
| T 82 | IMPOT SUR LE BENEFICE | 5 | 5 | X 83 | PERTE | 202 | 17.289 |
| T 83 | BENEFICEDE | 0 | | | | | |
| T 85 | TOTAL | 3.384 | 20.763 | X 85 | TOTAL | 3.384 | 20.763 |